

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Journées d'études de D&S

Le modèle social-démocrate en question

- Politique -

Date de mise en ligne : mercredi 20 août 2003

Démocratie & Socialisme

Ma communication aux journées *Démocratie & Socialisme* de Reims s'est inspirée de l'article "Le modèle social-démocrate en question" publié in *Universalis* 2003 [Paris, Encyclopaedia Universalis, mars 2003, p. 97-102 ; copyrights : Encyclopedia Universalis].

Résumé

A sa naissance, à la fin du XIX^e siècle, elle est une force anti-capitaliste. Au XX^e siècle, elle choisit de s'intégrer dans les régimes libéraux-capitalistes. Devenue une force réformatrice modérée, pragmatique, elle acquiert une position dominante dans la gauche européenne qu'elle n'a pas perdue depuis. La social-démocratie européenne a marqué de son empreinte l'univers politique européen, étant à l'origine de la construction du Welfare State. Après trois décennies fastes, elle subit de plein fouet la crise économique et l'offensive néolibérale des années 70 et 80. Accentuant son profil interclassiste et "attrape-tout", s'inspirant en partie du néolibéralisme économique, la social-démocratie revient au pouvoir dans les années 90 dans une version "social-libérale" assumée. Son réformisme minimaliste et défensif amène à penser qu'elle est en train, peu à peu, de rompre avec ses valeurs traditionnelles de justice sociale et de solidarité.

Le modèle social-démocrate en question

Philippe Marlière *

Introduction

Apparue à l'extrême gauche du champ politique il y a plus d'un siècle, la social-démocratie a joué et continue de jouer un rôle fondamental en Europe. Reconvertie au fil des temps en force réformatrice modérée, pragmatique, elle demeure aujourd'hui la force politique dominante dans la gauche européenne. Parfois triomphante, plus souvent défaite, la social-démocratie a toujours su faire preuve d'une capacité de résistance et d'élasticité idéologique toutes les fois qu'elle a dû composer avec un environnement hostile.

Marxiste et révolutionnaire jusque dans l'entre-deux guerres, elle perd ensuite cette radicalité. La social-démocratie souhaitait réformer radicalement le capitalisme. En réalité, c'est davantage le capitalisme qui l'a réformée, assagie. Elle n'en a pas moins laissé une empreinte indélébile dans la civilisation européenne, en étant à l'origine du *Welfare State*, des institutions et des politiques sociales qui, dans une large mesure, ont subsisté jusqu'à nos jours.

Après un "âge d'or" qui place la social-démocratie au pouvoir dans de nombreux pays du nord de l'Europe (1945-73), les forces sociales-démocrates subissent le contre-coup de la crise économique des années 70 et d'une vague néolibérale conquérante qui part des Etats-Unis et qui atteint bientôt le continent européen via la Grande-Bretagne.

Face au défi posé par le capitalisme financier, la social-démocratie tergiverse et s'accommode peu à peu de ce nouvel ordre économique. Ses pourfendeurs vont jusqu'à l'accuser d'avoir renié ses idéaux de justice sociale et de solidarité. La social-démocratie est-elle en train de se rénover dans la continuité de sa tradition et de ses valeurs ou, inversement, est-elle en train de s'en affranchir totalement ?

"L'âge d'or" de la social-démocratie (1945 - 1973)

Dans les trois décennies qui suivent la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la social-démocratie européenne (il faut

ici préciser du nord de l'Europe) connaît une période faste - un "âge d'or" selon l'expression convenue - qui est marquée par des victoires électorales significatives et l'occupation du pouvoir. Le "modèle social-démocrate" s'impose aux forces conservatrices ou démocrates-chrétiennes en Europe. Le déclin progressif de ce modèle est exacerbé par le choc pétrolier de 1973 et la crise économique qui s'ensuit. Ce cycle de domination politique et idéologique a reposé sur un nombre de facteurs organisationnels et politiques particuliers : une organisation de masse ; des liens étroits avec les syndicats ; la capacité à capter les suffrages d'une très large majorité de l'électorat ouvrier et d'une part croissante des voix des classes moyennes ; une position dominante, voire hégémonique au sein de la gauche ; un statut de "parti de gouvernement naturel" ; une adhésion aux règles et à la philosophie des sociétés libérales-capitalistes (démocratie parlementaire, pluralisme politique, acceptation de l'économie de marché certes régulée par des institutions étatiques), l'établissement d'un *Welfare State* prenant en charge les activités sociales fondamentales (santé publique, éducation, transports, énergie, télécommunications) et la poursuite d'objectifs de justice sociale par le biais de politiques "modérées", mais profondément réformistes, reposant sur la recherche d'un compromis tripartite entre les employeurs, les syndicats et l'Etat. Il convient d'insister sur le fait que, pendant ces "Trente Glorieuses social-démocrates" peu de partis répondent à ce portrait idéal-type. A l'exception du SAP suédois, l'ensemble des partis ont cumulé un nombre plus ou moins important de ces caractéristiques (le SPD allemand, le parti travailliste britannique, le parti socialiste belge ou le PvdA néerlandais). Pendant ces trois décennies, les partis du sud (PS français, espagnol, grec, italien) se sont très nettement écartés de ce modèle social-démocrate pur. La notion de "social-démocratie" doit donc être perçue comme une construction tendant à homogénéiser a posteriori une réalité très hétérogène. Pour éviter tout abus de langage, il serait plus approprié de parler de social-démocraties pendant les années 1945-73.

Déclin, repli et mutation, 1974 - 2002

Un électorat davantage hétérogène

A partir des années 70, la lente érosion du vote ouvrier se poursuit et s'amplifie. La réduction des voix ouvrières s'explique par deux facteurs : d'une part, le déclin de la population ouvrière dans l'ensemble de la population, d'autre part, la perte d'audience des partis sociaux-démocrates en milieu ouvrier. Le vote ouvrier reste cependant important dans tous les cas de figure, ce qui tend à prouver que le recul des voix ouvrières est davantage la conséquence de facteurs structurels que de facteurs politiques.

Au même moment, l'influence croissante des classes moyennes se confirme, en particulier auprès de deux segments précis : les employés du secteur public et les professions intellectuelles (professions enseignantes).

En règle générale, le soutien croissant des classes moyennes tend à renforcer les tendances centripètes de la social-démocratie, un électorat "moyen" qui est certes, lui-même, hétérogène. A partir des années 70, deux électorats aux valeurs et aspirations distinctes et parfois contradictoires cohabitent. D'un côté, les classes moyennes au capital culturel élevé sont sensibles aux idées et valeurs du libéralisme culturel ou du post-matérialisme (environnement, sécurité alimentaire, liberté sexuelle, égalité homme-femme). De l'autre, les ouvriers affichent un intérêt limité pour ces questions nouvelles et sont davantage concernés par les questions d'égalité économique et de justice sociale. Les agendas divergents de ces deux électorats constituent une source de tension que les partis doivent apprendre à gérer. Dans certains pays, les partis écologistes qui développent ces thèses post-matérialistes parviennent à réduire l'influence social-démocrate au sein des classes moyennes (en Allemagne, par exemple).

A partir des années 80, la classe ouvrière ne constitue plus le groupe électoral de référence majeur de la social-démocratie. Il faut dorénavant parler d'électorats sociaux-démocrates, à la fois ouvriers et issus des classes moyennes. Il est plus compliqué pour les partis sociaux-démocrates de concilier les attentes différentes de ces électorats hétérogènes. Il devient électoralement risqué pour ces partis de continuer à défendre en priorité les intérêts de la classe ouvrière.

Depuis une vingtaine d'années, les formations sociales-démocrates continuent certes de recueillir la majorité des voix ouvrières. Cependant, le taux de pénétration dans l'électorat ouvrier a sensiblement diminué. Les pays à fort attributs sociaux-démocrates qui, jusqu'aux années 70-80, avaient des électorats composés aux deux tiers de voix ouvrières (tel le SAP suédois), ont tous vu leur électorat se rééquilibrer au profit des classes moyennes. Dans certains pays, la classe ouvrière ne représente plus à peine que 40-50% de l'électorat (Danemark, Autriche, Allemagne, Grande-Bretagne).

Le parti des classes moyennes

La "dé-prolétarianisation" des adhérents sociaux-démocrates est encore plus patente que celle de son électorat. Dans tous les principaux partis, la tendance est identique : le pourcentage d'ouvriers longtemps majoritaire est aujourd'hui largement minoritaire. Inversement, les professions intermédiaires et les professions libérales sont aujourd'hui sur-représentées par rapport à leur poids dans l'électorat social-démocrate ou dans l'électorat en général. L'embourgeoisement des adhérents et des cadres a bouleversé la culture partisane traditionnelle et les modes de fonctionnement anciens. L'arrivée d'adhérents éduqués (universitaires, professions libérales, cadres supérieurs), qui ont une connaissance pratique des dossiers politiques, qui prennent aisément la parole en public, tend à marginaliser ou à réduire au silence les membres les plus prolétariens, voire les conduit à quitter le parti. Par ailleurs, le parti social-démocrate a cessé d'être un lieu d'intégration et de promotion sociale pour les membres ouvriers. Les postes de direction intermédiaires ou nationaux sont dorénavant confiés à cette nouvelle génération de militants techniquement compétents.

Le mode de fonctionnement des partis sociaux-démocrates a également beaucoup évolué dans les trois dernières décennies. L'avènement de la télévision dans la vie publique a eu un impact très important sur l'organisation partisane. Les médias télévisuels ont favorisé la personnalisation du pouvoir au détriment de la traditionnelle collégialité de l'organisation. De nos jours, dans toute campagne électorale, le leader de parti concentre l'attention des médias. La personnalité même du leader est mise en avant et devient même un facteur décisif dans le processus électoral (Tony Blair en 1997 ou Gerhard Schröder en 2002).

Des experts ou des professionnels du marketing politique (*spin doctors*) qui, parfois, ne sont même pas adhérents au parti sont étroitement associés aux décisions prises par le *leadership*.

Le règne des experts a mis un terme aux programmes et aux politiques définis par les militants et les instances dirigeantes du parti. Dans un nombre croissant de cas, les programmes sont discutés et rédigés par un comité restreint d'experts. Des enquêtes d'opinion auprès "d'échantillons représentatifs" de la population (*focus groups*) fournissent la trame et la matière à partir de laquelle des propositions vont être faites à l'ensemble de l'électorat. La tendance actuelle serait donc au progressif isolement des militants de base ; une tendance relative car les militants demeurent indispensables à l'organisation pour ratifier les décisions prises par la direction du parti ou encore pour faire campagne en période électorale.

La nature du militantisme a également sensiblement évolué depuis une vingtaine d'années. Les appareils partisans préfèrent composer avec des militants peu actifs et peu intégrés dans la vie du parti, plutôt que des membres politisés, comme cela fut le cas dans les années 60-70. Afin d'éviter de possibles contestations internes, des partis ont changé le mode d'élection des dirigeants. Le leader du parti travailliste britannique est désormais directement élu par les militants, ce qui tend à noyer les voix les plus radicales dans la masse des suffrages modérés des militants de base.

Moins versée dans la culture traditionnelle partisane, parfois sans passé militant ou syndical, la nouvelle génération d'adhérents est également plus indépendante vis-à-vis de la direction du parti. Ces nouveaux adhérents, souvent issus des classes moyennes et supérieures sont beaucoup moins dociles et plus critiques à l'encontre de la direction

que les générations ouvrières précédentes. Les partis sociaux-démocrates ne sont plus véritablement en mesure de remplir l'objectif qu'ils s'étaient originellement assignés : promouvoir et préserver une identité partisane à travers une idéologie proprement social-démocrate.

De nouveaux enjeux politiques

La relative institutionnalisation de partis écologistes et de formations de gauche porteurs de valeurs post-matérialistes (environnement, droits des femmes, droits des minorités ethniques, liberté et égalité sexuelle, annulation de la dette des pays du tiers-monde, sécurité alimentaire, etc.) constitue la grande nouveauté des vingt dernières années. Dans le champ des partis et des idées de gauche, la social-démocratie est aujourd'hui en compétition avec de nouvelles forces politiques. Cette tendance est repérable en Allemagne, en Suède, en Norvège, au Danemark, et dans une moindre mesure en Autriche, en Grèce et au Portugal. Ces forces nouvelles que l'on peut regrouper sous le vocable de "Nouvelle politique" (*New Politics*) pressent les partis sociaux-démocrates de prendre en compte tout ou partie de cette nouvelle thématique politique (en particulier les thèmes liés à l'environnement et plus récemment encore à l'égalité entre les sexes). En Allemagne, une fraction *New Politics* du SPD s'oppose à la tendance plus "traditionaliste" du parti ; en Norvège depuis l'apparition de mouvements sociaux influents, le parti social-démocrate accorde une place plus importante aux questions d'environnement ; en Suède et en Autriche, le SAP et le SPÖ consacrent une part importante à l'écologie.

Au défi "post-matérialiste" venu de la gauche, vient s'ajouter le défi néolibéral porté par la droite. Ces deux défis corrélés expliquent dans une large mesure l'abandon de politiques social-démocrates classiques. Cette double pression a eu pour effet d'ouvrir la social-démocratie aux idées post-matérielles et libérales. Un troisième défi peut être recensé : celui posé par les catégories populaires peu acquises aux valeurs post-matérialistes et hostiles au libéralisme économique. Une fraction de cet électorat populaire, désorientée, tend à se réfugier dans l'abstention ou reporte ses suffrages vers les partis populistes et d'extrême droite (France, Italie, Pays-Bas).

Les partis sociaux-démocrates ont dû s'adapter à la nature hétérogène de leur électorat, et proposer des politiques hybrides et "attrape-tout". Ils ont également tourné le dos aux principes directeurs de l'idéologie social-démocrate classique (interventionnisme d'Etat, nationalisations, taxation et redistribution des richesses) au profit de programmes souples et résolument interclassistes. L'image et le mode de communication tendent à reléguer au second plan le contenu du message politique. Les agents de communication qui conseillent la direction du parti insiste à l'envi sur la nécessité de présenter au public un "profil centriste". Chaque leader social-démocrate doit inspirer à l'électorat un sentiment de "compétence technique", de "responsabilité politique" et de "respectabilité". A cet effet, le discours tend à gommer le plus possible la référence à l'égalitarisme social-démocrate traditionnel. Les thèmes de "modernité", de "compétence", de "transparence" et d'"efficacité" sont venus remplir le vide discursif créé par l'évitement du discours social-démocrate classique. Ce nouveau vocabulaire permet aussi aux nouvelles générations de leaders sociaux-démocrates de se démarquer nettement - à tout le moins sur le plan oratoire - de la "vieille" social-démocratie des années 70-80. En renommant officiellement le Labour party, "New" Labour, Tony Blair et ses partisans ont ainsi voulu marquer la séparation entre ce qu'ils appellent le "Old" Labour keynésien et étatiste et le "New" Labour, réputé "moderne" et néolibéral.

La social-démocratie nouvelle tente de concilier trois axes programmatiques : un axe social-démocrate classique qui se préoccupe de la croissance et des thématiques de justice sociale, du *Welfare State* et de l'emploi. Un deuxième axe tente de se réapproprier les thèmes "post-matérialistes" et anti-autoritaires les plus populaires auprès de l'électorat. Le troisième axe est d'inspiration néolibérale et accepte les présupposés fondamentaux du néolibéralisme (stabilité monétaire, compression des dépenses publiques, privatisations, "libéralisation" de l'économie, baisse des impôts, Etat social restreint mais "actif"). Il faut noter que la thématique néolibérale est, dans une large mesure, acceptée comme un donné, et non plus comme une contrainte, à l'inverse des années 80. Dans le cas du New Labour britannique, la nouvelle orientation néolibérale est présentée comme une évolution inévitable, voire même désirable. Ces trois thématiques forment le fond programmatique "attrape-tout" de la social-démocratie européenne

du nord et du sud. Plus récemment, les questions de sécurité, du maintien de l'ordre public (*law and order*) ou d'un contrôle accru des flux migratoires, ont pris une place importante dans le nouveau discours social-démocrate, surtout dans le New Labour de Tony Blair et, dans une moindre mesure, le SPD sous Gerhard Schröder.

L'acceptation du néolibéralisme économique ne signifie pas pour autant l'abandon total des objectifs de justice sociale. Les notions de "solidarité" et de "cohésion sociale" restent des thèmes centraux dans le discours social-démocrate. Les partisans déclarés de cette "social-démocratie nouvelle" affirment que ce sont avant tout les moyens mis en oeuvre pour atteindre des objectifs sociaux-démocrates qui ont changé et non les objectifs eux-mêmes. Une telle affirmation résiste mal à un examen attentif du discours. Ainsi, la notion d'égalité - notion-phare s'il en est dans l'univers social-démocrate - a été largement vidée de sa substance. A l'ancienne conception d'égalité conçue comme "égalité de redistribution", on est passé à une définition de l'égalité beaucoup moins généreuse, conçue comme "égalité des chances" ou "égalité d'opportunités". De la même manière, le "droit au travail" - autre notion cardinale pour la social-démocratie - a été remplacé par la notion bien moins contraignante pour les pouvoirs publics "d'employabilité".

La co-existence plus ou moins harmonieuse de "réalisme" néolibéral modéré et le maintien d'un discours "social" participe de l'émergence d'une nouvelle synthèse social-démocrate, couramment dénommée "social-libérale". Ce "social-libéralisme", s'il rejette les "excès" de l'ultra-libéralisme apparaît nettement en deçà de la social-démocratie traditionnelle en ce qui concerne la lutte contre les inégalités sociales. La social-démocratie nouvelle est avant tout une force intrinsèquement modérée : modérément néolibérale, modérément sociale, modérément répressive en ce qui concerne la criminalité.

Les attributs "sociaux-libéraux" sont clairement présents dans le New Labour de Tony Blair. Le gouvernement de la Gauche plurielle de Lionel Jospin (1997-2002), en dépit de la persistance d'un discours de gauche plus traditionnel et de politiques combattues par les tenants de l'orthodoxie néolibérale (la réduction du temps de travail, par exemple), ne s'est pourtant pas écarté de manière significative du type social-libéral. Ce gouvernement a également décliné le registre social-libéral de la "modernité", de la "compétence" et de la "responsabilité", a recherché le soutien de catégories sociales diverses par le biais de politiques "attrape-tout" (35 heures, création d'emplois, couverture médicale universelle, baisse des impôts, privatisations, acceptation du pacte de stabilité européen). La Gauche plurielle, en dépit de ses dénégations, n'a pas évolué en dehors de ce cadre néolibéral général, qu'il a certes tempéré par quelques mesures néo-keynésiennes.

Du keynésianisme au libéralisme

Dans les années 70, les expériences néokeynésiennes du PS français (1981-82) et du PASOK grec (1981-84), poursuivies dans un environnement international hostile, se sont soldées par des échecs. A partir des années 80, la social-démocratie se retrouve sans cadre théorique et programmatique. Au pouvoir dans les années 80, les partis sociaux-démocrates du sud de l'Europe mènent des politiques de déflation compétitive sous la contrainte de la compétition internationale. Le coût social est très lourd (chômage élevé, détérioration du *Welfare State* et des services publics). Privé de son cadre programmatique keynésien, la social-démocratie gouvernementale ne peut s'opposer à la déferlante néolibérale téléguidée par Ronald Reagan et Margaret Thatcher. Pire, lorsqu'elle est au gouvernement, elle doit s'adapter à l'air du temps néolibéral. Dans un premier temps, cette conversion de fait est passée sous silence, voire niée (Lionel Jospin et la "parenthèse de la rigueur" en 1982). Avec le temps et l'arrivée au pouvoir d'une jeune génération de leaders étrangers à la culture social-démocrate traditionnelle (Tony Blair, Gerhard Schröder), le nouveau révisionisme social-démocrate commence à être reconnu et dans certains cas revendiqué. En 2000, dans un effort de cohésion doctrinal, Lionel Jospin résume la nouvelle synthèse social-démocrate en ces termes : "oui à l'économie de marché, non à une société de marché". Des voix de gauche remarquent qu'il est contradictoire d'en appeler, d'une part, à la régulation du marché et, d'autre part, de préconiser la régulation des activités économiques par le marché.

En Grande-Bretagne, les partisans de Tony Blair proposent de théoriser le nouveau cours social-démocrate sous le vocable de "troisième voie". Celle-ci s'auto-positionne à équidistance entre le néolibéralisme et la "vieille" social-démocratie. En réalité, la "troisième voie" se démarque surtout de l'ultra-libéralisme et rejette les politiques traditionnelles de la social-démocratie des années 60-70. Réduire la "troisième voie" à une simple variante du néolibéralisme de Mme Thatcher constituerait cependant une erreur d'appréciation. La "troisième voie" repose de manière relativement originale et cohérente sur un néolibéralisme qui diffère du thatchérisme, en ce qu'elle propose une série de réformes d'inspiration social-démocrates (la rénovation des services publics, par exemple). Ainsi, si la "troisième voie" est bien essentiellement néolibérale, elle repose sur un agenda politique qui reste, marginalement certes, de nature social-démocrate.

Une observation plus fine des politiques mises en oeuvre par les partis sociaux-démocrates au pouvoir dans les années 1990-2002 montre que des mesures-phares de la politique social-démocrate traditionnelle ont été ou abandonnées, ou largement atténuées (politique du plein emploi, politique de redistribution en direction du salariat, partenariat avec les syndicats). A partir des années 90, la social-démocratie a troqué son rôle traditionnel de "régulateur du marché" pour une approche que l'on pourrait qualifier "d'adaptation au marché". Pour le New Labour qui s'inscrit avec bonheur dans le mouvement de la mondialisation néolibérale, on pourrait même parler "d'accompagnement du marché".

Le ralliement de la social-démocratie à un néolibéralisme plus ou moins tempéré n'a pas pour autant occasionné le démantèlement complet des *Welfare States* européens. Les inégalités entre les riches et les pauvres ont, sous les gouvernements sociaux-démocrates, continué à augmenter, mais l'extrême pauvreté a été, en règle générale, contenue par des politiques de redistribution.

La social-démocratie au XXI^e siècle

Caractéristiques

Les transformations sociologiques et politiques profondes des forces social-démocrates doivent nous amener à nous interroger sur la nature de cette "social-démocratie nouvelle" : est-elle encore suffisamment social-démocrate pour que l'on puisse continuer de la nommer ainsi ? En d'autres termes, l'adoption de politiques néolibérales tempérées a-t-elle durablement perverti l'esprit et la pratique de la social-démocratie ou, au contraire, cet ajustement ne constitue-t-il qu'une péripétie, voire un nouvel avatar révisionniste dans son histoire centenaire ?

Une étude de la social-démocratie dans les vingt dernières années montre que le révisionnisme crânement soutenu par les tenants de la "troisième voie" blairiste survient après une décennie de pratique social-libérale. Dès le milieu des années 80, plusieurs partis sociaux-démocrates et socialistes ont, certes à leur corps défendant, posé les fondations de ce nouveau cours. Le gouvernement Fabius (1984-86), placé sous la thématique de la "modernisation" industrielle et économique, les gouvernements Rocard (1988-91) et Bérégovoy (1992-93) ont été les précurseurs des politiques monétaristes poursuivies aujourd'hui par la social-démocratie nouvelle. Les gouvernements socialistes en Espagne, en Grèce et la social-démocratie néerlandaise ont également mis en place des politiques similaires à la même époque. En forçant à peine le trait, on pourrait affirmer que la vraie nouveauté du New Labour réside dans le fait qu'il revendique de manière très explicite son identité "social-libérale".

Après plus de deux décennies d'ajustements idéologiques et de tâtonnements programmatiques, la social-démocratie nouvelle émerge à peine. Inachevée, cette transformation présente cependant trois facteurs de cohérence majeurs : 1) la social-démocratie se présente aujourd'hui comme une force "modérée" (de "centre gauche") et "responsable". Ce positionnement crée une continuité et une cohérence entre son discours d'opposition (qui auparavant tendait à être résolument à gauche) et la pratique gouvernementale (traditionnellement centriste, voire "droitière") ; 2) en recourant à une rhétorique et à des politiques interclassistes, la social-démocratie met son

discours en accord avec la nature interclassiste de son électorat et de ses adhérents ; 3) les cadres et les adhérents de la social démocratie et son électorat sont de plus en plus issus des classes moyennes salariées. Ceci implique que les partis sociaux-démocrates sont sociologiquement plus homogènes que par le passé, lorsque la base électorale était principalement ouvrière.

Ces éléments de cohésion ne suffisent pourtant pas à fournir au mouvement social-démocrate européen une cohésion et une épaisseur idéologique. L'identité et la culture de la social-démocrate nouvelle apparaît incomparablement moins forte, plus superficielle que celle des années 60 et 70.

La social-démocratie nouvelle est également moins présente sur le terrain social que sa devancière. Elle apparaît davantage capable de saisir les "humeurs" de l'opinion (à travers, entre autres, des sondages d'opinion) que de percevoir les mouvements d'opinion. Le PS français fut ainsi absent du grand mouvement social de l'hiver 1995 ; le SPD allemand ne s'est rallié aux thèmes environnementalistes et pacifistes qu'après l'irruption de mouvements verts et pacifistes ; en Grande-Bretagne, le New Labour est apparu totalement désemparé devant la révolte d'usagers contre la hausse du prix des carburants (automne 2000). De manière générale, la social-démocratie ne sait pas encore si elle doit tenter d'intégrer une partie de la thématique des mouvements sociaux ou les rejeter en bloc. Plus éloignée des syndicats et du monde du travail, ne disposant plus, à quelques exceptions près, d'un réseau de militants actifs, la social-démocratie nouvelle peine à contrôler l'environnement politique.

Les différences entre les partis sociaux-démocrates du nord et les partis socialistes du sud sont aujourd'hui largement atténuées. Tous ont adopté le nouveau cours social-démocrate. Cette convergence est le fruit d'un double phénomène : d'une part, le recentrage idéologique marqué des partis du sud ; de l'autre, la relative "dé-social-démocratisation" des partis du nord, en particulier leur éloignement du monde syndical. Signe de ce rapprochement, après avoir pendant longtemps honni le terme "social-démocrate", les socialistes du sud l'utilisent maintenant fréquemment pour qualifier la nature de leur parti ou de leur politique. Il est donc plus juste de parler d'une "famille social-démocrate" européenne qu'il y a vingt ou trente ans.

Social-démocratie nouvelle et mondialisation

La mondialisation (néolibérale) constitue l'impensé et le non-dit de la social-démocratie actuelle. Si un retour à l'interventionnisme des décennies précédentes apparaît très improbable, la mondialisation néolibérale implique pourtant une forte régulation pour que les richesses découlant de la globalisation des échanges puissent être redistribuées de manière équitable entre les classes sociales et entre les nations. Il faudrait pour cela que les politiques social-démocrates viennent déranger un certain nombre d'intérêts privés sur le plan national et international, que des "lois" ou des raisonnements économiques réputés supérieurs soient remis en cause ou abandonnés. Il serait nécessaire de s'opposer économiquement et politiquement aux Etats-Unis (ainsi qu'à la Commission européenne). Une telle évolution semble improbable dans un avenir proche car elle viendrait remettre en cause la "respectabilité" chèrement acquise au cours des années 80 et 90. Pour le moment, la social-démocratie se contente de déplorer les "excès" de la mondialisation néolibérale, tout en assurant qu'il n'existe pas d'alternative majeure à cette tendance (voire qu'il n'existe aucune alternative, comme le pense Tony Blair).

L'absence de consensus sur cette question est patente. A l'occasion de l'élection européenne de 1999, le Parti des socialistes européens (PSE) avait rédigé un manifeste signé par l'ensemble des partis sociaux-démocrates membres de l'Union européenne. Ce texte était modérément critique de la mondialisation libérale. Ce document fut de facto enterré quand, plus tard, Tony Blair et Gerhard Schröder co-signèrent un manifeste aux accents très néolibéraux qui apportait un soutien indirect au cours libéral de la mondialisation.

Une rupture avec l'identité social-démocrate ?

L'histoire de la social-démocratie est une série d'adaptations ("révisionnismes") aux évolutions successives de la société. On peut aujourd'hui se poser la question de savoir si cette dernière adaptation ne constitue pas plutôt une rupture avec ce qui a formé jusqu'à une date récente le cœur même de l'identité social-démocrate. Ce qui pose problème aujourd'hui est bien la nature du réformisme social-démocrate : en quoi et dans quelle mesure diffère-t-il du réformisme ou de l'humanisme social des forces centristes ou démocrates-chrétiennes ? Ce réformisme "défensif" peine en effet à se démarquer des forces éclairées du centre, voire même du centre-droit. En Grande-Bretagne, le parti libéral-démocrate n'est-il pas communément placé à gauche du New Labour sur les questions économiques et culturelles ? Le compromis néolibéral réalisé au nom de la social-démocratie actuelle semble ainsi sortir d'un cadre social-démocrate minimaliste. Par exemple, les sociaux-démocrates en sont venus à accepter l'idée selon laquelle l'interventionnisme d'Etat et certains aspects du Welfare State sont un frein à la croissance et à la compétitivité économique. Ou encore, ils se sont résignés à tolérer que plus de 10% de la population active soit au chômage.

Le social-libéralisme est-il l'expression d'une social-démocratie renouvelée ou, au contraire, n'est-il qu'une version atténuée du libéralisme ? La social-démocratie nouvelle propose-t-elle une alternative politique - fût-elle des plus modérées - aux partis libéraux ou conservateurs ? Le simple fait que ces questions puissent être posées montre à quel point l'identité et le contenu des politiques sociales-démocrates apparaissent brouillés. La social-démocratie peut peut-être adopter - de manière conjoncturelle ou pas - des politiques néolibérales. Mais ce qui lui est interdit - à peine de s'auto-saborder - c'est de devenir intrinsèquement néolibérale.

Conclusion

Après la Seconde Guerre mondiale, la social-démocratie, comme organisation, mode de gouvernement et courant de pensée, s'est imposée comme force réformatrice et a dominé le champ des partis et des idées de gauche dans les pays de l'Europe occidentale. Le réformisme keynésien social-démocrate, bénéficiant de relais et de soutiens actifs dans les syndicats, s'est avant tout développé dans les pays du nord de l'Europe.

Les partis sociaux-démocrates du nord ont, jusqu'aux années 70-80, bénéficié du soutien de militants nombreux, actifs et majoritairement d'extraction ouvrière. Les militants et l'électorat ouvrier se sont progressivement effacés et ont été remplacés par des militants et électeurs issus des classes moyennes salariées. La base ouvrière, longtemps le poumon et le cœur de la social-démocratie, n'a pas totalement disparu. Elle est simplement devenue numériquement et culturellement minoritaire. L'embourgeoisement des partis sociaux-démocrates a largement contribué à brouiller l'identité de la social-démocratie, celle d'une force politiquement modérée, mais clairement distincte des partis bourgeois centristes.

Aujourd'hui, la social-démocratie reste une famille politique différente des formations conservatrices et démocrates-chrétiennes. Elle a dû cependant abandonner ses politiques de redistribution traditionnelles et n'affiche plus l'objectif de réformer radicalement le capitalisme. Elle a même adopté des pans entiers du libéralisme économique longtemps combattu. A l'aube du XXI^e siècle, elle est devenue une force banale, sans politique, ni idéologie tranchée.

Les liens étroits avec le monde du travail via les syndicats, l'assise populaire de son électorat et de ses adhérents sont amoindris aujourd'hui, et l'équilibre ouvriers/classes moyennes a été rompu au détriment de ses éléments populaires. La social-démocratie est interclassiste sur le plan sociologique et "attrape-tout" sur le plan programmatique et culturel.

En rupture avec la traditionnelle collégialité de l'appareil social-démocrate, les attributions et la visibilité du leader sont largement renforcées, ce dernier allant jusqu'à acquérir une forte autonomie politique et médiatique par rapport aux cadres et à la base.

Deux décennies après avoir entamé ce nouveau tournant révisionniste, le bilan politique de la social-démocratie au pouvoir est décevant. Il semblerait même qu'à l'occasion de sa mutation socio-culturelle, elle ait en grande partie perdu son élan réformiste et ses préoccupations égalitaires traditionnelles. La social-démocratie nouvelle est avant tout réactive. Cette posture défensive apparaît clairement sur la question de la mondialisation (néo)libérale. Elle a dû faire des concessions parfois exorbitantes aux politiques et à l'idéologie du néolibéralisme et a, pour le moment, échoué à "humaniser" le capitalisme financier.

La "troisième voie" blairiste ne constitue que l'écho - certes dans sa forme la plus droitière - d'un mouvement de convergence général. Le gouvernement de la Gauche plurielle en France - en dépit d'une rhétorique socialiste et de quelques mesures sociales allant à l'encontre de l'air du temps néolibéral - a mené des politiques sociales-libérales, à l'instar des autres gouvernements sociaux-démocrates européens. Tony Blair ne fait, en réalité, que parachever un cycle révisionniste inauguré en catimini dans les années 80 par François Mitterrand, Michel Rocard, Felipe Gonzales, Bettino Craxi, Andrea Papandreou, Wim Kok ou Neil Kinnock.

Le nouveau cours social-démocrate est toutefois cohérent, dans le sens où la rhétorique - centriste - est en phase avec le réformisme minimaliste pratiqué au gouvernement.

Malgré tout, l'objectif affiché de la social-démocratie demeure la poursuite de la solidarité et de la justice sociale. On peut alors se demander dans quelle mesure elle est en mesure d'atteindre le but fixé. Comment en effet assurer la solidarité sociale sans promouvoir de politique de croissance, sans corriger les inégalités causées par la mondialisation néolibérale par le biais de politiques volontaristes, sans renforcer les liens avec les syndicats et les mouvements sociaux.

Plutôt qu'une version tempérée de la social-démocratie traditionnelle, le "social-libéralisme" apparaît plus proche d'une version atténuée du libéralisme. Pour la première fois de son histoire, la "modernisation" de la social-démocratie semble se dérouler en marge de la tradition social-démocrate, et peut-être même en rupture avec elle.

Bibliographie

- ▶ A. Bergounioux, G. Grunberg, *L'utopie à l'épreuve. Le socialisme européen au XX^e siècle*, De Fallois, Paris, 1996.
- ▶ A. Bergounioux, B. Manin, *Le régime social-démocrate*, PUF, Paris, 1989.
- ▶ A. Bergounioux, B. Manin, *La social-démocratie ou le compromis*, PUF, Paris, 1979.
- ▶ G. Devin, *L'Internationale socialiste*, Presses de la FNSP, Paris, 1993.
- ▶ G. Esping-Andersen, *Politics against the market. The social-democratic road to power*, Princeton University Press, Princeton NJ, 1985.
- ▶ Fondation Jean Jaurès, "Blair-Schröder. Le texte du 'manifeste', les analyses critiques", *Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, No 13, août 1999.
- ▶ A. Giddens, Tony Blair, *La troisième voie. Le renouveau de la social-démocratie*, Seuil, Paris, 2002.

- ▶ R. Ladrech, Ph. Marlière (ed), *Social democratic parties in the European Union. History, organization, policies*, Macmillan, Basingstoke, 1999.
- ▶ M. Lazar, *La gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, PUF, Paris, 1996.
- ▶ Ph. Marlière (ed), "Social democracy in southern Europe and the challenge of European integration", *Journal of Southern Europe and the Balkans*, Vol. 3, No 1, mai 2001.
- ▶ Ph. Marlière, "Manifestes pour une social-démocratie de marché : Anthony Giddens, Tony Blair et le débat sur la 'troisième voie'", *Les Temps modernes*, No 605, août-sept.-oct. 1999, p. 161-180.
- ▶ G. Moschonas, *La social-démocratie de 1945 à nos jours*, Montchrestien, Paris, 1994.
- ▶ G. Moschonas, *In the name of social democracy. The great transformation : 1945 to the present*, Verso, Londres, 2002.
- ▶ D. Sassoon, *One hundred years of socialism*, I.B. Tauris, Londres, 1996.